

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

21 décembre 2021

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**relative à la réorientation de la politique
d'aide au développement et à la liaison
de l'aide au développement, des accords
de coopération et des traités commerciaux
à une obligation de réadmission
des migrants illégaux et criminels**

(déposée par
Mme Ellen Samyn et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

21 december 2021

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende de heroriëntering
van het ontwikkelingsbeleid en
de koppeling van ontwikkelingshulp,
samenwerkingsverbanden en
handelsverdragen aan een terugnameplicht
van illegale en criminele migranten**

(ingediend door
mevrouw Ellen Samyn c.s.)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Notre politique d'aide au développement est en proie à des problèmes structurels et doit faire l'objet d'une révision fondamentale. Le cadre théorique et la pratique sur lesquels cette politique repose depuis des décennies n'ont abouti qu'à des résultats particulièrement maigres, les pays du tiers-monde que nous aidons ayant à peine progressé durant toutes ces années sur les plans de la sécurité, de la stabilité politique, de la prospérité économique, des prestations sociales, de l'enseignement, etc. On a l'impression d'avoir versé, des années 1960 jusqu'à aujourd'hui, des milliards de fonds destinés à l'aide au développement dans un puits sans fond plongé dans une obscurité presque totale. Pis, la situation s'est même détériorée dans certains pays.

Un premier point problématique de la politique d'aide au développement actuelle est le fait que l'autorité fédérale définit la politique à mener pour des compétences qui, sur le plan intérieur, sont du ressort des Régions et Communautés. Il convient d'enfin exécuter la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés, qui règle le transfert de certains volets de l'aide au développement dans la mesure où ils concernent des compétences qui relèvent déjà des entités fédérées sur le plan intérieur. En effet, l'autorité fédérale manque de l'expertise nécessaire en ce qui concerne certains aspects comme les soins de santé, l'enseignement, l'agriculture, la sécurité alimentaire, etc. pour pouvoir mener une politique d'aide au développement dans le cadre des compétences appartenant aux entités fédérées. En outre, ces domaines politiques sont financés avec les deniers publics des entités fédérées. C'est pourquoi la politique d'aide au développement doit être menée au niveau des entités fédérées. Il convient en effet de respecter le principe *in foro interno, in foro externo*, en vertu duquel le niveau de pouvoir compétent, sur le plan intérieur, pour une matière doit aussi en régler les aspects extérieurs.

Outre ce problème institutionnel typiquement belge, force est de constater l'échec structurel de la politique occidentale d'aide au développement. Cet échec a été largement démontré par des chercheurs comme Nadia Molenaers et Robrecht Renard de l'institut anversoïse pour la politique et la gestion en matière de développement (*Antwerpse Instituut voor Ontwikkelingsbeleid en -beheer*). Ces deux chercheurs ont réalisé une étude sur les modèles occidentaux d'aide au développement mis en œuvre durant différentes périodes, des années 1960 aux années 2000. Durant la période comprise approximativement entre 1960 et 1980, on a parlé d'"aide aux

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Ons ontwikkelingsbeleid kampt met structurele problemen en is aan fundamentele herziening toe. Het theoretische kader en de praktijk waarop onze ontwikkelingssteun al decennialang gebouwd is, hebben slechts bijzonder magere resultaten opgeleverd. Derdewereldlanden zijn er in de loop der jaren op het vlak van veiligheid, politieke stabiliteit, economische welvaart, sociale voorzieningen, onderwijs, enz. nauwelijks op vooruitgegaan. Het lijkt wel alsof we grofweg vanaf de jaren '60 tot nu miljarden aan ontwikkelingsgeld in een bodemloze put gestort hebben, waar weinig licht lijkt door te dringen. In sommige landen is de situatie er zelfs op achteruitgegaan.

Een eerste pijnpunt van het huidige ontwikkelingsbeleid is dat de federale overheid invulling geeft aan het beleid voor bevoegdheden die intern aan de gewesten en gemeenschappen toekomen. De bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen, die de overheveling regelt van bevoegdheden inzake ontwikkelingssteun waarvoor de deelstaten reeds intern bevoegd zijn, moet eindelijk worden uitgevoerd. Het ontbreekt de federale overheid aan knowhow inzake bepaalde aspecten van de gezondheidszorg, het onderwijs, de landbouw, de voedselzekerheid, enz. om over deze deelstatelijke bevoegdheden het ontwikkelingsbeleid te voeren. Bovendien worden deze beleidsterreinen met belastinggeld van de deelstaten bekostigd; daarom moet dat ontwikkelingsbeleid door het deelstatelijke niveau worden gevoerd. Het principe van *in foro interno, in foro externo* moet worden gerespecteerd. Dit principe bepaalt dat het beleidsniveau dat de interne bevoegdheid heeft over een domein ook de buitenlandse aspecten van dit domein regelt.

Naast dit typisch Belgische institutionele euvel, is er het structurele falen van onze westerse ontwikkelingshulp. Dit is uitvoerig aangetoond door onderzoekers als Nadia Molenaers en Robrecht Renard, werkzaam aan het Antwerpse Instituut voor Ontwikkelingsbeleid en -beheer. Zij voerden een studie uit van de westerse ontwikkelingsmodellen in verschillende periodes, van de jaren 1960 tot de jaren 2000. Van ongeveer 1960 tot 1980 was er sprake van het paradigma van "projecthulp", waarin de donorlanden zelf de ontwikkelingsprojecten uitkozen en uitvoerden in de ontvangende landen. Daarna legde men vanaf de jaren 1980 tot het

projets". Dans ce cadre, les pays donateurs sélectionnaient eux-mêmes les projets d'aide au développement et ils les mettaient en œuvre dans les pays bénéficiaires. Ensuite, à partir des années 1980 et jusqu'en 2000, l'accent a été mis sur le paradigme néolibéral de l'ouverture du marché, de la libéralisation de l'économie, de l'équilibre budgétaire et de la lutte contre l'inflation dans les pays en développement. Après 2000, on a parlé des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (*Poverty Reduction Strategy Papers*), introduits par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Il s'agit d'une forme de coopération au développement qui met l'accent sur l'appropriation par les pays en développement, la participation de la société civile et un partenariat entre les pays donateurs et les pays bénéficiaires au travers d'un dialogue politique.

S'appuyant sur une étude axée sur la pratique, les chercheurs Molenaers et Renards ont conclu à titre général que la politique occidentale d'aide au développement a totalement échoué à concrétiser ses objectifs. Si ces chercheurs croient toujours dans la coopération au développement, ils ont néanmoins dû reconnaître qu'elle n'a pas porté beaucoup de fruits jusqu'à présent. Force est malheureusement de constater qu'entre 1960 et les années 2000, l'Afrique n'a guère progressé en dépit des milliards d'aide au développement versés par l'Occident. Les causes de cette situation sont la dépendance de ce continent à la perfusion de subventions occidentales et la mauvaise utilisation des moyens financiers alloués à l'aide au développement. Tout soutien à des entreprises ou des institutions qui bafouent les droits de l'homme, s'adonnent à la surexploitation ou permettent le maintien de la corruption devrait, par définition, être inadmissible dans notre politique d'aide au développement.

Par ailleurs, plusieurs causes fondamentales de l'échec de la politique d'aide au développement sont imputables aux pays en développement eux-mêmes. En matière de stratégie de réduction de la pauvreté, il était par exemple naïf de miser, à partir des années 2000, sur l'appropriation et la participation des pays du tiers-monde, et de prévoir que l'Occident se limiterait à fournir un soutien financier et contrôlerait à peine les flux financiers. La corruption généralisée, l'instabilité politique, la kleptocratie et l'absence d'institutions démocratiques transparentes dans le tiers-monde ont débouché sur une mauvaise affectation des moyens alloués à l'aide au développement. Il a rarement été question d'investissements à long terme ayant permis d'aider la population locale.

La politique de développement a souvent consisté à payer les factures de dictateurs africains corrompus et de leur entourage. C'est également la conclusion du professeur Angus Deaton, économiste américano-britannique

jaar 2000 de nadruk op het neoliberale paradigma van marktopening, liberalisering van de economie, begrotingsevenwicht en inflatiebestrijding in ontwikkelingslanden. Na het jaar 2000 deden de *Poverty Reduction Strategy Papers* of armoedeverminderingstrategieën hun intrede, ingevoerd door het Internationaal Monetair Fonds (IMF) en de Wereldbank. Het betreft een vorm van ontwikkelingssamenwerking waarin de nadruk ligt op eigenaarschap van ontwikkelingslanden, participatie van de civiele maatschappij en een partnerschap tussen donorlanden en ontvangende landen, door middel van een beleidsdialoog.

Over het algemeen concludeerden Molenaers en Renard, op basis van praktijkgericht onderzoek, dat het westerse ontwikkelingsbeleid over de hele lijn gefaald heeft in het bereiken van zijn doelstellingen. Zij blijven wel geloven in ontwikkelingssamenwerking, maar moeten erkennen dat ze tot nu toe weinig opgeleverd heeft. De trieste vaststelling is dat Afrika van 1960 tot de jaren 2000 nauwelijks vooruitgang geboekt heeft, ondanks al die miljarden westerse ontwikkelingsfinanciering. Zowel de afhankelijkheid van het westerse subsidie-infuus als het verkeerd besteden van de financiële middelen voor ontwikkelingshulp zijn hier de oorzaken van. Het ondersteunen van bedrijven en instellingen die mensenrechten schenden, aan roofbouw doen of de corruptie in stand houden, zou per definitie ondenkbaar moeten zijn in ons beleid van ontwikkelingshulp.

Anderzijds liggen een aantal fundamentele oorzaken voor het falen van het ontwikkelingsbeleid ook bij de ontwikkelingslanden zelf. Zo was het naïef om inzake de armoedeverminderingstrategieën vanaf de jaren 2000 in te zetten op eigenaarschap en participatie van derdewereldlanden, waarbij het Westen enkel in budgettaire steun voorzag en nauwelijks controle op de financieringsstromen uitvoerde. Welig tierende corruptie, politieke instabiliteit, kleptocratie en het gebrek aan transparante democratische instellingen in de derde wereld leidden tot een verkeerde aanwending van het ontwikkelingsgeld. Zelden ging het om langetermijninvesteringen die de lokale bevolking uit het slop haalden.

Vaak kwam ontwikkelingsbeleid neer op het spijsen van de rekening van corrupte Afrikaanse dictators en hun entourage. Dat is ook de conclusie van de Brits-Amerikaanse econoom en Nobelprijswinnaar prof. dr. Angus Deaton.

et lauréat du prix Nobel. Il a même argumenté le fait que l'injection d'aide au développement perpétue souvent la corruption dans les pays du tiers-monde et constitue dès lors une entrave à la croissance économique. L'économiste Peter Boone, lié à la *London School of Economics*, conclut également qu'il n'existe aucun lien entre l'aide au développement à long terme et la croissance économique des pays bénéficiaires. Des économistes tels que Daron Acemoglu et James Robinson, auteurs de *Why Nations Fail*, confirment que l'aide au développement n'est qu'un palliatif à court terme. L'aide d'urgence peut être utile pendant un court laps de temps et est du reste logique et nécessaire à certains moments, mais elle n'offre pas de solution à long terme, dès lors qu'elle n'entraîne pas de réforme des institutions publiques des pays en développement. Or, ce sont souvent ces institutions qui ont plongé la population dans un état de souffrance, et ce problème ne peut être résolu qu'en interne. Une grande partie de l'argent de la coopération au développement reste donc entre les mains d'intermédiaires corrompus.

En 1993, l'Agence américaine pour le développement international a ainsi dû admettre qu'entre 1960 et 1980, une grande partie des investissements qu'elle avait financés et de ceux d'autres donateurs avait disparu sans laisser de trace. L'ex-premier ministre britannique David Cameron a parlé, quant à lui, d'un "*golden thread*" (fil d'or), qui relie entre elles plusieurs conditions nécessaires pour que l'aide au développement atteigne un certain degré de réussite à long terme: un pouvoir stable, un faible niveau de corruption, une base de droits de l'homme, le respect de l'État de droit et la transparence. Tous ces critères étaient et sont encore trop souvent absents dans les pays partenaires de la politique de développement des pays occidentaux.

Par conséquent, les exemples de corruption avec de l'argent destiné à l'aide au développement sont légion. En 2016, par exemple, un scandale de corruption à grande échelle a fait surface au Mozambique: on a découvert que le gouvernement mozambicain avait détourné des centaines de millions de dollars provenant de prêts destinés à l'achat de nouveaux bateaux de pêche. Sur les 850 millions de dollars prêtés, 500 millions environ ont été transférés au ministère de la Défense. En outre, le gouvernement aurait mis en place des montages pour attirer des milliards de dollars de financement international et les détourner ensuite. Ce scandale de corruption a conduit plusieurs donateurs, dont le FMI et le gouvernement néerlandais, à suspendre leurs programmes d'aide à ce pays.

Par ailleurs, on sait que des ONG internationales ont commis de nombreux abus. Les récents scandales concernant des abus sexuels commis par des travailleurs

Hij beargumenteerde zelfs dat het injecteren van ontwikkelingssteun vaak de corruptie in derdewereldlanden in stand houdt en bijgevolg de economische groei hindert. Ook econoom Peter Boone, verbonden aan de *London School of Economics*, concludeert dat er geen verband is tussen ontwikkelingshulp op lange termijn en economische groei in de ontvangende landen. Economen als Daron Acemoglu en James Robinson, auteurs van *Why Nations Fail*, bevestigen dat ontwikkelingssteun slechts een doekje voor het bloeden op korte termijn is. Noodhulp kan wel even helpen en is op sommige momenten ook logisch en nodig, maar op lange termijn biedt zij geen oplossing omdat zij de overheidsinstellingen van ontwikkelingslanden niet hervormt. Die overheidsinstellingen hebben de lijdende bevolking immers in eerste instantie in die situatie gebracht, wat enkel intern kan worden aangepakt. Veel ontwikkelingsgeld blijft dus in de handen van corrupte tussenschakels.

Zo moest het U.S. Agency for International Development in 1993 toegeven dat een groot deel van door hen gefinancierde investeringen en die van andere donoren tussen 1960 en 1980 spoorloos verdwenen waren. De Britse premier David Cameron had het over een *golden thread*. Die *golden thread* verbindt een aantal noodzakelijke voorwaarden aan ontwikkelingshulp op lange termijn om succes enigszins te garanderen: een stabiele overheid, lage corruptiegraad, een basis aan mensenrechten, het respecteren van de *rule of law* en transparantie. Al deze criteria waren en zijn al te vaak afwezig in de partnerlanden van het westerse ontwikkelingsbeleid.

Voorbeelden van corruptie met ontwikkelingsgeld zijn dan ook legio. Zo kwam in 2016 een grootschalig corruptieschandaal naar boven in Mozambique: de Mozambikaanse regering bleek honderden miljoenen dollars van leningen die bestemd waren voor nieuwe vissersboten te hebben verduisterd. Zo'n 500 van de 850 miljoen dollar aan leningen werd doorgesluist naar het ministerie van Defensie. Daarenboven zou de regering nog constructies hebben opgezet om miljarden van internationale financiering aan te trekken en vervolgens te verduisteren. Het corruptieschandaal leidde ertoe dat verschillende donoren, waaronder het IMF en de Nederlandse regering, hulpprogramma's opschortten.

Verder zijn er tal van wantoestanden bij internationale ngo's bekend. Daarbij springen de recente schandalen rond seksueel misbruik door hulpverleners van

humanitaires d'organisations telles que Médecins Sans Frontières (MSF) et Oxfam sont interpellants à cet égard. Des soirées sexuelles avec des prostituées ont en effet eu lieu dans des bâtiments d'Oxfam en Haïti et au Tchad, tandis que du personnel de MSF a échangé des médicaments contre des relations sexuelles. Cela ne fait que montrer qu'il est urgent de mettre en place des contrôles plus stricts et plus rigoureux de l'utilisation des fonds.

La politique de développement de nos pays occidentaux doit donc passer par un véritable changement de paradigme. Elle doit être beaucoup plus réfléchie, sélective, ciblée et soumise à des conditions strictes. Les projets et les objectifs de développement doivent être élaborés le plus concrètement possible par le pays donateur, à l'opposé de projets trop vagues et décrits en termes trop généraux. Les projets doivent être temporaires et soumis à des mécanismes de contrôle stricts et à des clauses de restitution. Ainsi, si l'argent n'est pas clairement affecté aux objectifs prévus, l'aide au développement doit être immédiatement restituée. Dans le même temps, compte tenu de la compression actuelle des budgets liée à la crise du coronavirus, il est hors de question d'augmenter globalement l'aide au développement.

Notre budget en matière de coopération au développement devrait aller en priorité à des travaux d'infrastructure, à l'éducation, à la sécurité sociale, à la santé, aux réformes agricoles, etc., plutôt qu'être injecté dans des fonds climatiques internationaux. Aujourd'hui, certains décideurs politiques partent du principe que, dans le Sahel par exemple, le changement climatique est la principale cause des pénuries alimentaires et de la violence qui en découle entre agriculteurs sédentaires et nomades. Or, des chercheurs sur place affirment que ce n'est pas directement lié, mais que ce sont plutôt les gouvernements africains corrompus et kleptocrates qui répartissent mal la nourriture. Ils favorisent les agriculteurs sédentaires par rapport aux pasteurs nomades dans le cadre de l'autonomie alimentaire et de la modernisation de l'agriculture. De ce fait, les nomades se sentent attirés par des extrémistes islamiques qui leur promettent de la nourriture en échange de leur soutien. Même dans les régions où il y a de la nourriture en suffisance, des chercheurs constatent que l'instabilité politique, la violence et le fondamentalisme islamique sont alimentés par cette politique néfaste menée par les autorités. Investir dans des fonds climatiques en guise d'aide au développement ne permet donc absolument pas de s'attaquer aux causes principales de crises telles que celle qui sévit dans la région du Sahel.

Nous proposons également d'abandonner enfin le paradigme consistant à "donner du poisson", eu égard

organisations als Artsen Zonder Grenzen (AZG) en Oxfam in het oog. Zo was er sprake van seksfeesten met prostituees in gebouwen van Oxfam in Haïti en Tsjaad en werden medicijnen geruild voor seks door medewerkers van AZG. Het bewijst enkel maar dat strengere en striktere controles op de aanwending van middelen hoognodig is.

Ons westerse ontwikkelingsbeleid is dus aan een grondige paradigmawijziging toe. Het moet veel doordachter, selectiever en nauwer afgebakend worden en onderworpen worden aan strikte voorwaarden. Ontwikkelingsprojecten en -doelstellingen moeten zo concreet mogelijk worden opgesteld door het donorland, wars van een te brede en algemeen geformuleerde opzet. De projecten moeten tijdelijk zijn en aan strenge controlemechanismen en terugvorderingsclausules worden gekoppeld. Wanneer het geld niet duidelijk richting de vooropgestelde doelen vloeit, moet de ontwikkelingssteun dus direct worden teruggevorderd. Tevens is een verhoging van de ontwikkelingsfinanciering in het algemeen, gegeven de huidige budgettaire krapte als gevolg van de coronacrisis, uit den boze.

Ons ontwikkelingsbudget moet in de eerste plaats gaan naar infrastructuurwerken, onderwijs, sociale zekerheid, gezondheid, landbouwhervormingen, enz., en niet in de richting van internationale klimaatfondsen. Nu gaan beleidsmakers ervan uit dat, bijvoorbeeld in de Sahel, klimaatverandering de hoofdoorzaak is van voedseltekorten en het geweld dat als gevolg daarvan uitbreekt tussen sedentaire en nomadische landbouwers. Onderzoekers op het terrein beargumenteren echter dat dit niet in rechtstreeks verband staat met elkaar, maar dat het de corrupte en kleptocratische Afrikaanse overheden zijn die het voedsel verkeerd alloceren. Zij bevoordelen sedentaire landbouwers ten opzichte van nomadische herders, in het kader van voedselautonomie en agrarische modernisering. Daardoor voelen de nomaden zich aangetrokken tot islamextremisten die hen voedsel beloven, in ruil voor steun. Zelfs in gebieden waar voldoende voedsel aanwezig is, stellen onderzoekers vast dat de politieke instabiliteit, het geweld en het islamfundamentalisme worden aangejaagd door dit nefaste overheidsbeleid. Investeren in klimaatfondsen als vorm van ontwikkelingshulp verhelpt dus niets aan de hoofdoorzaken voor crises als die in de Sahelregio.

Wij stellen ook voor om eindelijk af te stappen van het paradigma van "vissen geven", gezien de hierboven

aux lacunes de cette approche énumérées ci-dessus. En plus d'une véritable aide d'urgence, nous optons pour le modèle consistant à "apprendre à pêcher", qui met l'accent non pas sur la dépendance financière et économique, mais sur l'autonomie du tiers monde. On peut utiliser pour ce faire l'aide au développement, des traités commerciaux et des accords de coopération, que nous devons lier à des conditions concrètes de la part des pays en développement. Nous songeons, à cet égard, à la bonne gouvernance, à des réformes politiques fondamentales et à la lutte contre l'immigration illégale et le fondamentalisme islamique. La sensibilisation à la contraception et la promotion de sa diffusion revêtent également une grande importance. En effet, l'impact de l'explosion démographique sur le continent africain n'est pas négligeable et constitue l'une des causes structurelles de la souffrance humanitaire en Afrique. Si notre pays œuvre en ce sens, nous pourrions peut-être persuader d'autres pays européens de faire de même.

La coopération au développement ne doit pas nécessairement se concevoir uniquement en fonction du tiers monde, mais peut également être bénéfique pour notre propre prospérité et notre propre sécurité. Alors que l'aide au développement coûte actuellement très cher à nos contribuables, en particulier en cette période de crise budgétaire sans précédent causée par la pandémie de coronavirus, elle donne de très mauvais résultats. Il n'est plus justifiable d'y consacrer encore plus de moyens, sans aucun résultat. Il existe également de graves problèmes à régler dans notre propre pays; il suffit de penser à l'explosion de la pauvreté, aux chiffres élevés du chômage et aux longues listes d'attente pour les logements sociaux et les soins aux personnes handicapées. Par conséquent, plutôt que de dépenser plus, nous devons dépenser notre argent de manière plus intelligente et plus efficace.

Afin que l'aide au développement nous profite également, et parce que nous devons faire des choix entre les pays partenaires, nous préconisons, dans la présente proposition de résolution, de réorienter l'aide au développement vers les pays d'origine des communautés immigrées présentes dans notre pays. Nous optons à cet égard pour des projets 1) qui offrent un accueil et un soutien dans la région (en ce qui concerne les réfugiés), 2) dans des pays tiers qui coopèrent à la lutte contre la migration illégale vers l'Europe et au retour des ressortissants illégaux, et 3) qui ont démontré leur utilité. Le financement des projets de développement, mais également la signature d'accords commerciaux et de coopération avantageux, devraient en outre être liés à une obligation de réadmission des migrants criminels et illégaux. Dans des pays européens comme les Pays-Bas,

opgesomde tekortkomingen van die aanpak. Wij kiezen naast échte noodhulp voor het model van "leren vissen", waarbij niet de financieel-economische afhankelijkheid, maar de zelfredzaamheid van de derde wereld centraal staat. Dat kan gebeuren door middel van ontwikkelingssteun, handelsverdragen en samenwerkingsverbanden, die wij dienen te verbinden met concrete voorwaarden van de kant van ontwikkelingslanden. Daarbij denken wij aan goed bestuur, fundamentele beleidshervormingen en bestrijding van illegale migratie en islamfundamentalisme. Ook het sensibiliseren en promoten van de verspreiding van anticonceptie is van groot belang. De impact van de demografische explosie op het Afrikaanse continent is immers niet gering en daarom één van de structurele oorzaken van humanitair leed in Afrika. Als dit land daarvoor mee aan de kar trekt, kunnen wij andere Europese landen er misschien van overtuigen om hetzelfde te doen.

Ontwikkelingssamenwerking hoeft niet louter in functie te staan van de derde wereld, maar kan ook voordelen hebben voor onze eigen welvaart en veiligheid. Momenteel kost ontwikkelingshulp onze belastingbetalers veel geld, zeker in deze ongeziene budgettaire crisistijd als gevolg van de coronapandemie, maar er staan zeer slechte resultaten tegenover. Het is niet meer te verantwoorden nog meer middelen over de balk te gooien, zonder enig rendement. Ook in eigen land zijn prangende noden te lenigen; denk maar aan de exponentieel stijgende armoede, de hoge werkloosheidscijfers en de lange wachtlijsten voor sociale woningen en gehandicaptenzorg. Wij moeten dus niet zozeer meer, maar vooral slimmer en efficiënter geld uitgeven.

Om ontwikkelingshulp ook voor ons baat te laten hebben en omdat wij keuzes moeten maken tussen partnerlanden, pleiten wij er in dit voorstel van resolutie voor om de ontwikkelingshulp te heroriënteren in de richting van de herkomstlanden van de in dit land aanwezige migrantengemeenschappen. Wij opteren daarbij voor projecten 1) die opvang en ondersteuning in de regio bieden (wat vluchtelingen betreft), 2) in derde landen die meewerken in de strijd tegen illegale migratie naar Europa en met de terugkeer van illegale onderdanen, en 3) die hun nut bewezen hebben. Financiering van ontwikkelingsprojecten, maar ook gunstige handelsverdragen en samenwerkingsverbanden, moeten daarbij worden gekoppeld aan een terugnameverplichting van criminele migranten en illegalen. In Europese landen als Nederland, Zwitserland en Denemarken is een dergelijke

la Suisse et le Danemark, la politique gouvernementale intègre déjà cette liaison permanente de l'aide au développement à une obligation de réadmission.

Nous tenons également à souligner que les flux continus d'immigration illégale en Europe ont également des conséquences pour le continent africain (notamment). En effet, ce ne sont pas les plus pauvres qui migrent vers l'Europe, mais ceux qui peuvent déboursier un salaire annuel africain pour payer les passeurs. Nous ne faisons donc que creuser l'énorme fossé entre les riches et les pauvres dans les pays pauvres et qu'affaiblir l'épine dorsale nécessaire à l'émergence d'économies africaines autonomes. L'économiste et spécialiste du développement Paul Collier en parle longuement dans son ouvrage "Exodus: Immigration et multiculturalisme au XXI^e siècle". En 2016, il soutenait que l'ouverture de nos frontières à l'Afrique est néfaste tant pour l'Europe que pour les pays en développement.

D'éminents économistes spécialisés dans le développement insistent donc eux aussi sur la nécessité de soutenir l'autonomie des Africains dans leur propre pays, plutôt que de les laisser venir en masse. La migration vers l'Europe empêche l'Afrique de construire un avenir pour ses citoyens et aggrave encore la situation de ceux qui restent dans les pays africains. En effet, cela n'aide pas le Nigeria s'il y a plus de médecins nigériens à Londres que dans leur propre pays. Il est donc également dans l'intérêt des pays en développement eux-mêmes de lier notre aide au développement, nos accords de coopération et nos traités commerciaux à une obligation de coopération en matière de politique de retour, de lutte contre la migration illégale et de diffusion de la contraception.

permanente koppeling van ontwikkelingssteun aan een terugnameplicht reeds regeringsbeleid.

Wij willen er ook op wijzen dat de aanhoudende illegale immigratie in Europa ook gevolgen heeft voor (onder meer) het Afrikaanse continent. Het zijn immers niet de armste personen die naar Europa migreren, maar diegenen die een Afrikaans jaarloon kunnen neertellen om mensensmokkelaars te betalen. De enorme kloof tussen arm en rijk in arme landen wordt op die manier door onszelf uitgediept en de noodzakelijke ruggengraat voor zelfstandige Afrikaanse economieën wordt uitgehouden. Ontwikkelingseconoom Paul Collier heeft het hier uitvoerig over in zijn werk "Exodus: hoe migratie onze wereld verandert". In 2016 stelde hij dat het zowel voor Europa als voor de ontwikkelingslanden nefast is dat wij onze grenzen openstellen voor Afrika.

Ook prominente ontwikkelingseconomen hame ren dus op het ondersteunen van de zelfredzaamheid van Afrikanen in hun eigen landen, in plaats van dat die mensen zich massaal naar hier verplaatsen. Door migratie naar Europa bouwt Afrika geen toekomst uit voor zijn burgers en zijn de achterblijvers in Afrikaanse landen slechter af. Nigeria heeft er immers niets aan dat er meer Nigeriaanse dokters in Londen aanwezig zijn dan in eigen land. Het is dus ook in het belang van de ontwikkelingslanden zelf dat wij onze ontwikkelingshulp, samenwerkingsverbanden en handelsverdragen koppelen aan een medewerkingsplicht inzake terugkeerbeleid, de bestrijding van illegale migratie en de verspreiding van anticonceptie.

Ellen SAMYN (VB)
Annick PONTHER (VB)
Steven CREYELMAN (VB)
Pieter DE SPIEGELEER (VB)
Kurt RAVYTS (VB)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant que la politique de développement menée depuis plusieurs dizaines d'années a largement manqué ses objectifs;

B. considérant qu'à l'égard des compétences internes des Régions et des Communautés, l'autorité fédérale mène une politique de développement pour laquelle elle ne dispose pas du savoir-faire nécessaire;

C. considérant qu'il a souvent été question, par le passé, d'une approche théorique et pratique erronée de la coopération au développement;

D. constatant que les différentes remises de dettes accordées aux pays en développement au fil du temps n'ont pas ou guère eu d'effets sur le développement des pays concernés;

E. considérant que les moyens affectés à la coopération au développement sont trop souvent mal utilisés;

F. considérant que le financement du développement a trop souvent subi les effets de la corruption et de la fraude de la part des pouvoirs locaux ou nationaux des pays en développement;

G. considérant que les scandales de fraude et de corruption impliquant les ONG sont suffisamment connus;

H. considérant qu'en prévoyant un financement du développement concret, bien délimité, limité dans le temps et assorti de clauses de récupération, la Belgique contrôlera mieux sa politique de développement et les résultats de celle-ci;

I. considérant que nous lutterons mieux contre les causes structurelles de la souffrance humanitaire et de la pauvreté en nous concentrant sur les travaux d'infrastructure, l'enseignement, la sécurité sociale, la santé et les réformes agricoles, plutôt que sur le financement international du climat;

J. considérant qu'en cette période de crise budgétaire, nous devons répondre à de grands besoins dans notre propre pays;

K. considérant que nous devons choisir entre nos pays partenaires, et donc mieux réorienter la coopération au développement vers les pays d'origine des communautés immigrées présentes dans notre pays;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. overwegende dat het sinds decennia gevoerde ontwikkelingsbeleid zijn doelstellingen grotendeels niet heeft bereikt;

B. overwegende dat de federale overheid inzake interne bevoegdheden van de Gewesten en de Gemeenschappen een ontwikkelingsbeleid voert waarvoor zij niet over de nodige knowhow beschikt;

C. gelet op het feit dat in het verleden vaak sprake was van een verkeerde theoretische en praktische benadering van ontwikkelingssamenwerking;

D. vaststellend dat de diverse schuldkijscheldingen voor ontwikkelingslanden door de jaren heen amper of geen effect hebben op de ontwikkeling van de betrokken landen;

E. gelet op het feit dat de middelen voor ontwikkelingssamenwerking al te vaak verkeerd besteed werden;

F. gelet op het feit dat ontwikkelingsfinanciering al te vaak op corruptie en fraude vanwege lokale of nationale overheden van ontwikkelingslanden stuitte;

G. in het licht van het feit dat fraude- en corruptieschandalen met betrokkenheid van ngo's afdoende bekend zijn;

H. gelet op het feit dat dit land door middel van concrete, nauw afgebakende, tijdsgebonden en aan terugvorderingsclausules gebonden ontwikkelingsfinanciering meer controle zal krijgen over zijn ontwikkelingsbeleid en de resultaten ervan;

I. overwegende dat we de structurele oorzaken voor humanitair leed en armoede beter aanpakken door het ontwikkelingsbeleid te focussen op infrastructuurwerken, onderwijs, sociale zekerheid, gezondheid en landbouwhervormingen, in plaats van op internationale klimaatfinanciering;

J. overwegende dat wij in tijden van budgettaire crisis hoge noden in eigen land te lenigen hebben;

K. overwegende dat wij keuzes moeten maken tussen partnerlanden en daarom beter de ontwikkelingssamenwerking heroriënteren in de richting van de herkomstlanden van in dit land aanwezige migrantengemeenschappen;

L. considérant que nous pouvons rentabiliser la coopération au développement pour notre société en responsabilisant les pouvoirs publics de ces pays partenaires, en associant l'aide au développement à des conditions strictes, notamment à une bonne gouvernance, à des réformes politiques et à la lutte contre l'extrémisme islamiste et la migration illégale;

M. considérant que l'émigration de la classe moyenne du continent africain a une incidence néfaste sur le développement des économies africaines;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de mettre intégralement en œuvre la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés;

2. de respecter les compétences internes des entités fédérées, et donc de laisser aux entités fédérées le soin de mettre en œuvre les matières régionales et communautaires en ce qui concerne la politique de développement;

3. de mettre en place une coopération au développement axée sur l'autonomie et la responsabilisation des pays en développement;

4. de mener une politique de développement qui préconise la clarté, la transparence et l'efficacité, au travers de descriptions de projets, d'accords sur la durée et sur la stratégie de sortie, de mécanismes de contrôle et de clauses de récupération aussi concrets et délimités que possible;

5. d'orienter les moyens affectés au développement vers les principales causes de la souffrance humanitaire et de la pauvreté, d'investir – non seulement dans l'aide d'urgence *stricto sensu* – mais aussi dans les soins de santé, l'enseignement, les infrastructures, etc., et de renoncer au financement de fonds internationaux pour le climat;

6. de ne pas augmenter le budget général de développement, compte tenu des grands besoins de notre pays et de la crise budgétaire aggravée par la pandémie de coronavirus;

7. de réorienter la politique de développement vers les pays d'origine des principaux groupes de réfugiés reconnus et de migrants non européens;

L. overwegende dat we ontwikkelingssamenwerking voor onze samenleving kunnen laten renderen door de overheden van deze partnerlanden te responsabiliseren, door ontwikkelingssteun te koppelen aan strikte voorwaarden, waaronder goed bestuur, beleidshervormingen en bestrijding van islamextremisme en illegale migratie;

M. gelet op het feit dat de massale emigratie van de middenklasse uit het Afrikaanse continent een nefaste impact heeft op de ontwikkeling van Afrikaanse economieën;

VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen integraal uit te voeren;

2. de interne bevoegdheden van de deelstaten te respecteren en dus de gewest- en gemeenschapsmateries wat het ontwikkelingsbeleid betreft door de respectievelijke deelstaten te laten uitvoeren;

3. een ontwikkelingssamenwerking op poten te zetten die focust op zelfredzaamheid en responsabilisering van ontwikkelingslanden;

4. een ontwikkelingsbeleid te voeren dat duidelijkheid, transparantie en efficiëntie vooropstelt, middels zo concreet en afgebakend mogelijke omschrijvingen van projecten, afspraken omtrent de tijdsduur en de exitstrategie, controlemechanismen en terugvorderingsclausules;

5. de ontwikkelingsmiddelen te richten op de hoofdoorzaken van humanitair leed en armoede, te investeren – naast strikte noodhulp – in gezondheidszorg, onderwijs, infrastructuur, etc. en af te zien van financiering van internationale klimaatfondsen;

6. het algemene ontwikkelingsbudget niet te intensiveren, in het licht van de hoge noden in dit land en de budgettaire crisis die door de coronapandemie groter is geworden;

7. het ontwikkelingsbeleid te heroriënteren in de richting van de herkomstlanden van de grootste groepen van erkende vluchtelingen en niet-Europese migranten;

8. d'établir un lien permanent entre l'aide au développement et l'obligation de réadmission des migrants illégaux, des demandeurs d'asile déboutés et des migrants criminels;

9. d'associer la coopération au développement, les structures de coopération et les traités commerciaux à la volonté des pays partenaires de collaborer à une politique de retour efficace, à la bonne gouvernance, à la lutte contre la corruption, aux réformes politiques, à la distribution de contraceptifs et à la lutte contre le fondamentalisme islamique et la migration illégale.

9 novembre 2021

8. een permanente koppeling in te stellen tussen ontwikkelingssteun en een terugnameplicht inzake illegalen, uitgeprocedeerde asielzoekers en criminele migranten;

9. ontwikkelingssamenwerking, samenwerkingsverbanden en handelsverdragen te koppelen aan de bereidheid van partnerlanden om mee te werken aan een efficiënt terugkeerbeleid, goed bestuur, corruptiebestrijding, beleidshervormingen, de verspreiding van anticonceptie en de bestrijding van islamfundamentalisme en illegale migratie.

9 november 2021

Ellen SAMYN (VB)
Annick PONTHER (VB)
Steven CREYELMAN (VB)
Pieter DE SPIEGELEER (VB)
Kurt RAVYTS (VB)